

BIBLIOTHEQUE
HISTORIQUE.

EXTÉRIEUR.

DOCUMENTS HISTORIQUES SUR LES AFFAIRES
D'ESPAGNE.

En octobre 1806, Napoléon, dans une réception du corps diplomatique à Berlin, eut avec le comte de Pardo, créature du prince de la Paix, et alors ambassadeur d'Espagne en Prusse, l'entretien que nous allons rapporter. Cet entretien présente avec la lettre qu'il écrivit en 1805 au grand duc de Berg, et que nous rapportons ensuite, des rapprochements très-curieux. On voit que la cour de Madrid a été prise moins à l'improviste qu'on ne le suppose généralement ; car Napoléon annonçait clairement au comte de Pardo, en 1806, l'intention de faire la guerre à l'Espagne, dans le cas où le prince de la Paix continuerait à accueillir les agents de l'Angleterre. On remarquera, sans doute, dans sa lettre au grand duc de Berg, la pénétration avec laquelle il devine que l'ambition et les vues particulières de ce prince doivent mettre à l'accomplissement des ordres dont il lui avait confié l'exécution, et les avertissements qu'il lui donne à ce sujet.

Napoléon. — Que pensez-vous de la guerre avec la Prusse ?

Le général Pardo. — Les résultats n'en sont plus douteux. V. M. est maîtresse du champ de bataille. Sa volonté décidera du sort de la Prusse.

Napoléon. — Il est heureux que la guerre ait pris cette tournure. En cas de revers, l'Autriche ne m'aurait pas épargné. Je n'ai pourtant d'autre désir que de bien vivre avec elle. Avant *Jena* les têtes tournaient dans le conseil autrique. C'est la même chose en Espagne; tous mes amis veulent m'accabler à la fois.

Le comte de Pardo. — On a trompé V. M. sur les intentions de l'Espagne....

Napoléon. — M. l'ambassadeur, vous avez reçu des instructions et des lettres confidentielles de votre ami le prince de la Paix. Si je suis battu, mon frère, le roi d'Espagne, veut le savoir par des courriers extraordinaires. Le prince de la Paix a reçu plusieurs fois des agents secrets du gouvernement anglais. Il voudrait, au prix de mon alliance, faire sa paix avec la faction du prince des Asturies. Le prince de la Paix, comme tous les favoris-ministres, s'abuse sur sa position. S'il dévie du système qu'il a suivi depuis douze ans, s'il épouse les passions de ceux qui sont ses ennemis, il est perdu. L'aristocratie est en Espagne plus puissante que la reine et que le roi; elle ne pardonne jamais. Ferdinand et sa faction cachée se gouvernent encore par les directions de la reine Caroline de Naples; vous savez mieux que personne qu'ils ne peuvent absoudre le favori. Si l'Espagne, jusqu'à présent l'alliée fidèle de l'empire français, a des intelligences avec l'Angleterre, elle doit craindre que bientôt je ne lui demande raison d'une telle conduite.

Le comte de Pardo. — L'inclination du roi, mon maître, et les intérêts de sa politique, lui commandent de rester uni à V. M. Il me paraît difficile que le premier ministre puisse l'induire à prendre un autre parti. Sans manquer à mes devoirs, je puis, Sire, vous donner ma parole d'honneur, que les instructions de ma cour me laissent dans l'intime conviction qu'elle attache le plus grand prix à l'amitié de V. M. I. et R.

Le prince de la Paix se trouve dans une position très-difficile. On lui reproche les sacrifices qu'il nous a fait faire à la conservation de l'alliance de la France. L'on ne songe point que l'Espagne a joui par ce système de douze années de paix et de tranquillité au milieu des guerres qui ont ravagé l'Europe. Le premier ministre a contre lui toutes les ambitions mécontentes, les grands d'Espagne, qui sont envieux de sa haute faveur. Ils chercheront à lui nuire par des moyens détournés et perfides. Ils répandent actuellement les bruits les plus absurdes....

Napoléon. — Quels sont ces bruits?

Le comte de Pardo. — Je n'en ai pas la hardiesse de les répéter à V. M.

Napoléon. — Je vous en prie.

Le comte de Pardo. — V. M. l'ordonne... L'on vous suppose le projet d'envahir l'Espagne, de détrôner le roi, de placer le sceptre aux mains d'un prince de votre maison; de renouveler la politique de Louis XIV, en unissant l'Espagne à la France par des garanties de famille. L'on crie bien haut contre l'administration du prince de la Paix, à laquelle on reproche de n'avoir point porté l'armée à cent mille hommes, de n'avoir point laissé dans le trésor l'argent qui a pu nous parvenir du Pérou et du Mexique.

Napoléon. — Vous n'avez point reçu la proclamation du roi. Vous ignorez qu'en ce moment on fait des levées pour porter votre armée à cent-quarante mille hommes. Les esprits travaillent à Lisbonne; les Anglais cherchent à fomentier des troubles en Espagne. Ces bruits absurdes sortent de là. — Cela me prouve que l'on intrigue pour brouiller l'Espagne avec moi. — Les Anglais voudraient faire de votre pays un magasin de marchandises. — Charles IV est trop éclairé pour ne pas sentir qu'en cas de rupture, les Anglais et les Portugais ne suffiraient pas pour établir l'équilibre entre lui et moi.

Le projet de m'emparer de la couronne d'Espagne est loin de ma pensée. Pour établir sur ce trône un prince français il faudrait une révolution qui changeât les mœurs et les usages de cette nation. De si grands bouleversements tournent rarement au profit de ceux qui les provoquent. — Je tire de l'Espagne tous les secours que lui permet sa position; de l'Espagne révoltée, je n'aurais à attendre que des pertes, des entraves à la marche de ma politique, de nouveaux obstacles à la paix avec l'Angleterre. Lorsque je me serais tiré de ces embarras et des résistances qu'amènerait nécessairement le changement de régime, je n'aurais procuré à la France, ni plus de force, ni plus de puissance. Il a fallu trois ans pour pacifier le royaume de Naples, qui est grand comme ma main. — Il faudrait que je fusse poussé à de grandes extrémités pour en venir là. Je respecte le caractère personnel du roi. En quelqu'état de faiblesse que je puisse surprendre l'Espagne, je n'entreprendrai rien qui puisse nuire directement à un prince que j'aime.

Le comte de Pardo. — Je n'avais pas besoin d'entendre les explications que veut bien condescendre à me donner V. M., pour ne donner aucune créance aux fables que les ennemis du gouvernement veulent accréditer en Espagne. Vous connaissez parfaitement notre position. Les Espagnols, pris en masse, sont peu éclairés; ils tiennent à leurs habitudes avec la ténacité de gens qui ne conçoivent point que rien puisse changer au cours ordinaire des choses humaines. Les grands sont puissants par leurs richesses et par leur influence sur la population. Ils redoutent les innovations en tous genres. Si V. M. semblait vouloir inquiéter l'Espagne, ils courraient aux armes pour défendre, sur la péninsule, leurs possessions d'outre-mer, leurs droits, leurs privilèges, leurs honneurs, qu'ils croiraient menacés par les systèmes français. En blâmant le prince de la Paix, ils se félicitent de ce que la guerre n'a pas porté parmi nous les

principes de la révolution française. Les habitants de nos montagnes ont la rudesse de mœurs qu'ont encore aujourd'hui les peuplades de l'intérieur de la Sardaigne; les grands feudataires les amèneraient par milliers sur les champs de bataille; les fleuves, les montagnes, les villes, les plus petits passages, auraient partout des défenseurs. — Le clergé nourrit une grande portion de la nation. Il verrait sa ruine dans un changement de régime. Il enflammerait les Espagnols du plus ardent fanatisme; il leur persuaderait qu'ils combattent pour la cause de Dieu... La guerre deviendrait nationale. On ne triompherait de l'Espagne qu'après en avoir fait un désert.

Napoléon. — Monsieur l'ambassadeur, vous chargez le tableau. Je n'ai pas, je vous le répète, les projets que l'on me suppose sur l'Espagne. Si je les avais, cet exposé de vos forces ne m'effraierait pas. Avec des nuances différentes tous les peuples se ressemblent; avant que vous n'ayez fait cette énumération, je vous calculais moi-même les obstacles que j'aurais à éprouver si l'Espagne m'obligeait à lui déclarer la guerre; je la lui ferais avec les précautions que nécessiterait le génie de ses habitants. Il n'y a point de résistance invincible. — Je n'ai point conduit la guerre en Égypte comme je la conduis en Prusse. — Le temps, la force, la politique, viennent à bout des entreprises dont le succès ne paraissait point à espérer. — Que l'Espagne reste fidèle à mon alliance; qu'elle casse des négociations qui me mettent en défiance, qui sont indignes de son caractère, rien ne changera à nos anciens rapports... — Écrivez au prince de la Paix, dites-lui qu'il doit croire à des succès de la part des armées françaises. — Si vous avez l'opinion qu'il faille redresser la politique de votre cabinet, envoyez à Madrid le chevalier de *Montalbo* ou *Urquijo*....

Lettre de Napoléon au grand duc de Berg.

Le 27 mars 1808.

Monsieur le grand duc de Berg, je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 20 mars singulièrement compliquée les événements. Je reste dans une grande perplexité.

Ne croyez pas que vous attaquéz une nation désarmée, et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. — Vous avez affaire à un peuple neuf; il a tout le courage, et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez les hommes que l'on n'a point usés les passions politiques.

L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne; s'ils craignent pour leurs privilèges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse qui pourront éterniser la guerre. J'ai des partisans; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus. Le prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à la France; voilà le grief qui a servi l'usurpation de Ferdinand; le parti populaire est le plus faible. — Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation; cela n'empêchera point que, pour nous l'opposer, on en fasse un héros. Je ne veux pas que l'on use de violence envers les personnages de cette famille; il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes; c'est plus qu'il ne faut pour soutenir avec avantage une guerre intérieure; divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de noyau au soulèvement total de la monarchie.

Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont insurmontables. Il en est d'autres que vous sentirez. L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras. Elle expédie journellement des avisos aux forces qu'elle tient sur les côtes du Portugal et dans la Méditerranée, elle fait des enrôlements de *Siciliens* et de *Portugais*.

La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes; il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays; c'est peut-être celui de l'Europe qui y est le moins préparé. Les gens qui voyent les vices monstrueux de ce gouvernement, et l'anarchie qui a pris la place de l'autorité légale, font le plus petit nombre; le plus grand nombre profite de ces vices et de cette anarchie. Dans l'intérêt de mon empire, je puis faire beaucoup de bien à l'Espagne; quels sont les meilleurs moyens à prendre?

Trai-je à Madrid? exercerai-je l'acte d'un grand protecteur en prononçant entre le père et le fils? Il me semble difficile de faire régner Charles IV. Son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés, qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois. Ferdinand est l'ennemi de la France; c'est pour cela qu'on l'a fait roi. Le placer sur le trône sera servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible lien. *La reine Elisabeth, et d'autres princesses françaises ont péri misérablement, lorsque l'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances.* Je pense qu'il ne faut rien précipiter; qu'il convient de prendre conseil des événements qui vont suivre... Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal et attendre...

Je n'approuve pas le parti qu'a pris V. A. I. de s'emparer aussi précipitamment de Madrid. Il fallait tenir l'armée à dix lieues de cette capitale. Vous n'aviez pas l'assu-

rance que le peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans contestation. Le prince de la Paix doit avoir dans les emplois publics des partisans; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux roi qui pouvait produire des résultats. Votre entrée à Madrid, en inquiétant les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à *Savary* d'aller auprès du nouveau roi voir ce qui se passe. Il se concertera avec V. A. I. J'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre. En attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire.

Vous ne m'engagerez à une entrevue *en Espagne* avec Ferdinand, que si vous jugez la situation des choses telle que je doive le reconnaître comme roi d'Espagne. Vous userez de bons procédés envers le roi, la reine et le prince Godoy. Vous exigerez pour eux, et vous leur rendrez les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai. Cela ne vous sera pas difficile, je n'en sais rien moi-même.

Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé, que si la France doit intervenir dans les affaires de l'Espagne, leurs privilèges et leurs immunités seront respectés. Vous leur direz que l'Empereur désire le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne, pour la mettre en rapport avec l'état de civilisation de l'Europe, pour la soustraire au régime des favoris.... Vous direz aux magistrats et aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin de recréer la machine de son gouvernement; qu'il lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations de la féodalité; des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les arts. Vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France, malgré les guerres où elle s'est trouvée engagée; la splendeur de la religion, qui doit son rétablissement au concordat que j'ai

signé avec le Pape. Vous leur démontrerez les avantages qu'ils peuvent tirer d'une régénération politique; l'ordre et la paix dans l'intérieur, la considération et la puissance à l'extérieur. Tel doit être l'esprit de vos discours et de vos écrits. Ne brusquez aucune démarche. Je puis attendre à Bayonne, je puis passer les Pyrénées, et me fortifiant vers le Portugal, aller conduire la guerre de ce côté.

Je songerai à vos intérêts particuliers; n'y songez pas vous-même. — Le Portugal restera à ma disposition. — Qu'aucun projet personnel ne vous occupe et ne dirige votre conduite, cela me nuirait et vous nuirait plus encore qu'à moi.

Vous allez trop vite dans vos instructions du 14. La marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide; à cause de l'événement du 19 mars, il y a des changements à faire. — Vous donnerez de nouvelles dispositions. Vous recevrez des instructions de mon ministre des affaires étrangères.

J'ordonne que la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère. Point de grâce pour les plus petites fautes. L'on aara pour l'habitant les plus grands égards. L'on respectera principalement les églises et les convents. L'armée évitera toute rencontre soit avec des corps de l'armée espagnole, soit avec des détachements. Il ne faut pas que d'aucun côté il soit brûlé une amorce. Laissez *Solano* dépasser *Badajos*. Faites-le observer; donnez vous-même l'indication des marches de mon armée, pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. Si la guerre s'allumait, tout serait perdu. C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider des destinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec *Solano*, comme avec les autres généraux et les gouverneurs espagnols.

Vous m'enverrez deux estafettes par jour. En cas d'évé-

nemens majeurs, vous n'expédiez des officiers d'ordonnance. Vous me retournerez de suite le chambellan de Tou... qui vous porte cette dépêche ; vous lui remettrez un rapport détaillé.

Sur ce, je prie Dieu, M. le grand duc de Berg, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

NAPOLÉON.

NOUVEAUX ÉCLAIRCISSEMENTS *sur les rapports extérieurs et sur la situation intérieure de la république de Buénos-Ayres.*

Nous avons vu, dans le numéro précédent, comment la forme primitive de la constitution anglaise s'était insensiblement altérée, et de quelle manière l'élément démocratique en avait disparu en même-temps que l'autorité royale. Nous avons vu que les trois royaumes étaient maintenant exclusivement régis par une aristocratie opulente, qui sacrifiait sans pitié aux préjugés et aux intérêts privés de ses membres, l'opinion et les intérêts généraux de la nation. Jamais l'Angleterre n'a plus cruellement senti les conséquences des fautes de son gouvernement ; sa situation actuelle est affreuse et son avenir menaçant. Ses fonds publics viennent d'éprouver des variations inconnues à la bourse de Londres, où les hausses comme les baisses ne s'établissent ordinairement que par une progression presque insensible. Le crédit de son commerce en a été ébranlé, et un grand nombre de maisons qui inspiraient une confiance générale sont en état de faillite. Maintenant que l'industrie du continent suffit à ses besoins, la Grande-Bretagne ne peut plus remplacer les débouchés que les gouvernements européens lui ferment que par ceux que le Nouveau-Monde lui ouvre. C'est également dans le Nouveau-

Monde qu'elle doit trouver les ressources de son avenir : aussi le commerce anglais attend-il avec impatience le moment où l'Amérique méridionale, entièrement délivrée de l'ennemi qui lutte encore avec elle, accroîtra sa population et ses richesses, et multipliera ses appels à l'industrie de l'Europe. Et cependant les ministres du Prince-Régent, sans être arrêtés par la crainte d'augmenter les embarras de la nation et leurs propres dangers, et seulement dominés par je ne sais quel respect superstitieux pour les droits que l'Espagne s'attribue sur l'Amérique, voudraient dans ce moment mettre de nouvelles entraves aux rapports commerciaux de la Grande-Bretagne et du Nouveau-Monde. Ils viennent de demander à la chambre des communes, par un de leurs organes accoutumés, qu'il soit défendu au commerce anglais de favoriser, avec les moyens dont il dispose, l'émancipation des nouveaux gouvernements de l'Amérique du Sud ; et, de cette manière, ils cherchent à lui enlever à la fois toutes ses ressources présentes, et les seules espérances qu'il puisse fonder sur l'avenir.

Aussitôt que ces inconcevables propositions ont été connues, les négociants de Londres se sont réunis, et ils ont écrit une circulaire à tous les négociants des Trois-Royaumes, pour les engager à adresser en commun une pétition au parlement contre le bill qui vient de lui être présenté. C'est par ces résolutions énergiques, c'est par ce sage esprit public que les nations se sauvent. C'est par les froids calculs, c'est par les fausses combinaisons de l'égoïsme qu'elles se perdent. En France, les intérêts privés ont trop souvent cherché à se sauver aux dépens des intérêts généraux. Qu'en est-il résulté ? Que les intérêts généraux ont été perdus, et que les intérêts privés, trop affaiblis par leur isolement, pour être ménagés, n'ont pas été sauvés.

Au reste, quelle que soit la détermination de la chambre

des communes, si elle est contraire aux vœux du commerce anglais, il parviendra sans doute à l'é luder. Dans l'hypothèse même où il serait obligé de s'y soumettre, elle n'aurait encore aucune influence sur les destinées de l'Amérique du Sud, qui peut maintenant se passer d'appuis étrangers. Dans quelques jours, peut-être, nous apprendrons la destruction de la flotte chargée d'empêcher les forces combinées de la république de Buénos-Ayres et du Chili de débarquer sur les côtes du Pérou. Les dernières nouvelles arrivées de Lima annonçaient que le vice-roi, convaincu de l'inutilité de la lutte que l'opiniâtreté de sa cour le forçait de prolonger, avait fait partir pour l'Europe sa femme, ses enfants, et probablement avec eux les derniers trésors que l'Espagne parviendra à ravir à l'ancien empire des Incas.

La réduction de Lima suivra de près la destruction de la flotte chargée d'en défendre les approches.

L'Espagne, qui n'a pu empêcher les succès de ses anciennes colonies, n'a plus d'autre ressource que de les faire contester dans des gazettes. Elle voudrait nous persuader aujourd'hui que le gouvernement de Buénos-Ayres lui a envoyé des négociateurs pour transiger avec elle. Mais elle n' parviendra pas plus à tromper l'Europe qu'à dompter l'Amérique. Celle-ci touche au moment où elle recueillera en paix les bienfaits d'une liberté qu'elle ne doit qu'à elle seule. La république de Buénos-Ayres n'a pas eu en effet, comme les Etats-Unis, pour la soutenir dans sa lutte contre son ancienne métropole, l'appui de deux grandes puissances, et l'attention de l'Europe entière. De généreux étrangers ne sont pas venus, comme le général Lafayette, mettre à sa disposition leur vie, leur épée, et les ressources d'une grande fortune. L'Europe, absorbée par les événements qui se passaient dans son sein, ne pouvait pas donner à ceux de l'Amérique du

Sud toute l'attention que réclamaient leur importance. Les gouvernements qui s'y sont établis n'ont trouvé, parmi les Européens, d'autres auxiliaires que quelques négociants anglais qui vendaient bien cher les services qu'ils leur rendaient, et quelques malheureux fugitifs repoussés de l'ancien continent par des orages, et qui allaient chercher d'autres orages dans le Nouveau-Monde.

C'est le patriotisme américain qui a tout fait, et grâce au ciel l'esprit de corps n'est pas venu, comme on pouvait le craindre, en arrêter les élans. Toutes les classes ont également payé leur dette à la patrie. Si, en Europe, des tyrans ont trop souvent trouvé leurs complices dans le sacerdoce, en Amérique, il n'a usé de l'empire qu'il exerce sur un peuple religieux, que pour le faire servir à la plus sainte des causes. On peut voir dans la lettre suivante, adressée au général San-Martin, par les magistrats de Saint-Jago, capitale du Chili, quelques jours avant la victoire de Maipo, comment la ferveur d'un sentiment religieux peut s'allier au plus pur patriotisme, sans rien diminuer de sa force.

Saint-Jago, 2 Mars 1818.

« Votre Excellence nous mande que les soldats de son armée n'ont pas même les aliments nécessaires pour soutenir ces forces qu'ils ont consacrées à notre défense; que les hôpitaux où on panse les blessures qu'ils ont reçues pour la patrie, manquent de tout, et que les caisses publiques sont épuisées. Votre Excellence prévoit sans doute la réponse que nous allons lui faire; cette réponse, la voici: C'est que tous nos biens sont à sa disposition. Nous la prions même d'accepter aujourd'hui la totalité des métaux précieux que nous possédons, et nous promettons solennellement de ne faire usage d'aucun meuble d'or et d'argent, tant que la guerre ne sera pas entièrement terminée, et l'Amérique affranchie.

Lorsque toutes nos ressources jusqu'à la dernière seront épuisées, alors nous nous présenterons nus et résignés dans les temples de l'Être-suprême et nous lui dirons : *Seigneur, pour conserver cette liberté que tu nous as donnée, nous avons disposé de tous les biens qui étaient à nous. Maintenant nous allons dépouiller les autels de toutes les richesses dont nous les avons dotés ; convaincus, comme nous le sommes, que le culte que nous te rendrons désormais te paraîtra, par sa simplicité même, plus agréable et plus digne de toi.*

Et quelle est la récompense que les citoyens du Chili demandent pour tant de sacrifices ? C'est que la résolution qu'ils viennent de prendre, et que nous avons été chargés de communiquer à votre excellence, soit inscrite sur la porte de Saint Jago qui conduit à la mer, et qu'au bas l'on place ces mots : *Peuples de l'Europe, dites-le, sommes-nous dignes d'être libres ?*

Ne dirait-on pas que cette lettre, d'un goût vraiment antique, est datée des Thermopyles ?

Les différents sexes n'ont pas montré moins d'unité dans leurs vues que les différentes classes. Ailleurs, il est arrivé quelquefois que les femmes, séduites par l'élégance et par tous les prestiges des cours, se sont montrées peu favorables à la cause de la liberté ; en Amérique, elles l'ont secondée de toute leur influence. Que si la poésie s'empare un jour des grands événements qui ont amené l'indépendance du Nouveau-Monde, elle n'aura pas besoin de créer des héroïnes ; l'histoire lui en fournira. Dona Juana Assnudry accompagne partout son époux, le général Padilla, et combat à ses côtés. A l'affaire de Laguana, elle enleva un drapeau aux Espagnols, et la république, pour lui témoigner sa reconnaissance, lui a conféré le grade de lieutenant-colonel. A l'affaire de Cochabamba l'ennemi déploya des forces très-supérieures en nombre aux patriotes.

Le général qui commandait les troupes de la république, fit prendre les armes aux femmes de Cochabamba et leur donna une position à défendre ; elles y périrent toutes. Depuis cette époque, chaque jour dans tous les régiments de l'armée du Haut-Pérou, un officier demande à l'appel du soir, si les femmes de Cochabamba sont présentes ; Non répond un autre officier ; *elles sont toutes mortes pour la patrie au champ d'honneur.*

Dans un prochain numéro, nous espérons pouvoir mettre sous les yeux du lecteur le traité par lequel la république de Buenos-Ayres et celle du Chili, s'engagent à unir leurs armes pour détruire dans le Pérou, la domination de l'Espagne.

